



**MINISTÈRE
DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI
ET DE L'INSERTION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**PRÉFET
DU RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fonds de Développement de l'Inclusion

FDI exceptionnel pour la relance inclusive et la croissance de l'IAE

Mesures de soutien pour le développement et la transformation des structures de l'Insertion par l'activité économique (SIAE)

2020

DOSSIER TYPE DE DEMANDE DE SUBVENTION

Dossier à retourner à

Dossier impliquant une ou plusieurs SIAE <u>d'un seul département</u> d'ARA	Unité Départementale de la DIRECCTE territorialement compétente	DIRECCTE – Unité départementale du Rhône Service Cohésion économique et sociale territoriale 8/10, rue du Nord 69 625 VILLEURBANNE cedex
Dossier impliquant une ou plusieurs SIAE de <u>plusieurs départements</u> d'ARA	Unité Régionale de la DIRECCTE Auvergne Rhône Alpes avec information aux UD concernées	Mathilde ROBIN Service Insertion des Publics prioritaires Dépôt du dossier par mail à ara.dpe@direccte.gouv.fr avec impérativement en objet du mail « Réponse FDI Rebond Axe 2 – Nom du bénéficiaire »

PARTIE 1 – PRESENTATION DE L'ORGANISME

Nom de l'organisme : [.....]

N° SIRET : [.....]

N°RNA délivré lors de toute déclaration (création ou modification) en préfecture :

Numéro récépissé Préfecture : [.....]

Pour une association régie par le code civil local (Alsace-Moselle), date de publication de l'inscription au registre des associations : [.....]

N° Convention IAE en cours de validité : [.....]

Code NAF :

Code IDCC :

N° annexe financière IAE :

Identification du représentant légal de l'organisme :

Prénom / Nom	
Fonction	
Tel/Courriel :	

Forme juridique : Association Société commerciale Autre (préciser) :

Catégorie de SIAE ACI AI EITI EI ETTI

Structure souhaitant créer une SIAE **Autres**

Assujettissement à la TVA : OUI NON

Adresse :

PARTIE 2 - PRESENTATION DU PROJET DEMANDE

Responsable à contacter pour le projet (s'il diffère du représentant légal)

Identité :

Fonction :

Coordonnées :

Type d'aide sollicitée :

Aide à l'investissement

Aide au développement commercial

Aide au conseil

Aide au démarrage

Caractère exceptionnel sollicité (taux de cofinancement porté à 75%) :

Implantation dans une zone particulièrement peu pourvue en SIAE

Projet de grande envergure, en termes de montant d'aide sollicitée (supérieur à 50.000€) et/ ou d'échelle territoriale (inter-régionale voire nationale),

Projet porté conjointement par une SIAE et une entreprise adaptée

Pas de caractère exceptionnel sollicité, taux de cofinancement à 55% maximum

1. Intitulé du projet et résumé (détaillé en annexe 1) :

▪ Intitulé du projet :

--

▪ Objet :

- A quel besoin répond ce projet ?

--

- Qui a identifié le besoin ?

--

▪ Résultats escomptés :

- Nombre d'emplois d'insertion créés :
- Nombre d'emplois d'insertion maintenus :
- Nombre d'emplois permanents créés (le cas échéant) :

Calendrier prévisionnel

Durée :	Date prévisionnelle de commencement d'exécution :	Date prévisionnelle de fin d'exécution :

2. Coût du projet :

Montant de subvention sollicitée:

Coût total du projet	
Montant de la subvention sollicitée	
Montant des autres aides publiques	

Le coût total du projet est-il présenté hors taxes ou TTC ?

Hors taxes

TTC

Éléments comptables au 31-12-N-1 (pour les associations, en remplacement de la liasse fiscale, si la subvention est inférieure ou égale à 23 000 €) :

Chiffre d'affaires :		Capitaux propres :	
Excédent brut d'exploitation :		Dettes financières :	
Résultat d'exploitation :		Crédits de trésorerie :	
Résultat net :		Total du bilan :	
		Effectifs salariés	

PARTIE 3 - ENGAGEMENT ET SIGNATURE

Je soussigné, en qualité de représentant légal de [.....] ayant qualité pour l'engager juridiquement, sollicite une subvention de l'Etat pour le montant indiqué ci-dessus pour la réalisation du projet précité et décrit en annexe.

Je certifie l'exactitude des renseignements indiqués dans le présent dossier.

J'atteste sur l'honneur la régularité de la situation fiscale et sociale de l'organisme que je représente.

J'ai pris connaissance du fait que le démarrage du projet ne peut intervenir avant que le dossier ne soit déclaré ou réputé complet.

ANNEXE N°1

**DESCRIPTION DU PROJET /OPERATION EN VUE DE L'OBTENTION D'UNE
SUBVENTION**

1. Description du projet:

2. Lieu de réalisation:

3. Objectifs poursuivis :

**4. Votre action/opération vise à développer l'accès à l'IAE pour les publics cibles
suivants : Jeunes, travailleurs en situation de handicap : OUI NON**

Si oui en quoi ?

5. Indicateurs au regard des objectifs : (à annexer à la convention attributive de subvention)

L'atteinte des indicateurs est examinée dans le cadre du dialogue de gestion et/ou du comité de pilotage de l'action.

Impacts attendus en matière :

- **d'emploi créé** (Nombre d'emplois créés ou à créer) :

A douze mois :

Dans un délai de 3 ans :

Méthode : *les emplois directement créés par le projet financé au titre du FDI remplissent les conditions suivantes :*

a) une augmentation nette du nombre de salariés de l'établissement concerné est constatée par rapport à la moyenne des douze mois précédents ;

b) les emplois créés sont maintenus pendant au moins deux ans à compter de la date à laquelle les postes ont été pourvus pour la première fois

- **d'emploi maintenu** (Nombre d'emplois maintenus) :

Méthode : *nombre d'emplois maintenus à l'issue du versement de l'aide versée en comparaison avec le nombre d'emplois dans les 12 derniers mois précédents, hors nouveaux recrutements.*

- **de développement de la structure** (changement de taille, développement territorial...) :

- **de réorientation, diversification, transformation de l'activité :**

- **d'organisation des processus de production :**

- **de l'organisation et de stratégie économique et financière de l'entreprises**

--

- **autres**

--

BUDGET PREVISIONNEL DE L'ACTION OU DE L'OPERATION

Rappel : Période de réalisation du projet : DU au

	MONTANTS (1)	PRODUITS	MONTANTS
CHARGES		RESSOURCES DIRECTES	
CHARGES DIRECTES			
60 Achats		70 - Ventes	
602 Achats stockés		Productions Vendues	
604 Prestations de services		Marchés publics	
605 Achat matériel			
606 Achats fournitures non stockées		Prestations de service	
61 Charges externes		Mise à disposition de personnel	
611 Sous-traitance générale		74 - SUBVENTIONS (2)	
612 Crédit-bail		ETAT (préciser l'administration)	
613 Locations immobilières		ETAT (préciser l'administration)	
613 Locations mobilières		ETAT (préciser l'administration)	
614 Charges locatives		ETAT (préciser l'administration)	
615 Entretien réparations		REGION	
616 Primes d'assurances			
617 Etudes et recherches		CONSEIL DEPARTEMENTAL	
618 Documentation générale et colloques			
62 Autres charges externes			
621 Personnel extérieur à l'entreprise			
622 Honoraires		INTERCOMMUNALITE (EPCI)	
Presta. formation/tutorat personnel insertion			
Prestataire action hors formation/tutorat		COMMUNE DE	
623 Publications		COMMUNE DE	
		COMMUNE DE	
624 Transports et déplacement			
		FSE	
625 Voyages, missions et réceptions			
626 Frais de télécom et postaux		Autres établissements publics :	
627 Service bancaire			
628 Divers			
		Aides privées (fondation...)	
63 Impôts et taxes sur salaires			
631 Taxes sur salaires			
633 Vers. Formation, transport, construction			
635 Impôts directs, indirects et droits			
64 Salaires et charges			
Gestion administration			
Accompagnement social-emploi-formation			
Encadrement technique			
Personnel insertion			
Autres personnel hors activité insertion			
Autres frais			
Autres frais de personnel insertion			
65 Charges de gestion courante		75 - Produits gestion courantes	
		dont cotisation, dons manuels ou legs	
66 Charges financières		76 - Produits financiers	
67 Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 Dotations aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
68 Dotations aux provisions			
69 Impôt sur société			
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES A L'ACTION		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES A L'ACTION	
Charges fixes de fonctionnement		Préciser	
Frais financiers		Préciser	
Autres		Préciser	
TOTAL CHARGES	0	TOTAL PRODUITS	0

La subvention de [préciser] représente [préciser] euros soit [préciser] % du total des produits (montant attribué/total des produits) X100

**DETAIL DU PLAN DE FINANCEMENT
DE LA PARTIE INVESTISSEMENT DU PROJET**

DEPENSES ¹	Montant HT	Montant TTC	RESSOURCES	Montant	%
Acquisitions immobilières (<i>dépenses non éligibles</i>)			Aides publiques³ :		
Etudes			- Union européenne		
Travaux			- Etat / FDI Axe 2		
Matériel			- Etat (hors Direccte, préciser)		
Autres ²			- Communes		
			- Intercommunalité		
			- Département		
			- Région		
			- FSE		
			- PLIE		
			- AGEFIPH		
			Autre aide publique :		
			- origine :		
			Aides privées		
			- Fondations		
			- autres		
			Autofinancement		
			- Fonds propres		
			- Emprunts		
			- Crédit-bail		
			- Autres		
Total			Total		

L'organisme bénéficie-t-il d'un soutien ou d'une intervention au titre de fonds de garantie pour l'insertion par l'économie (FGIE) : oui / non

¹ Lorsque le demandeur récupère la TVA, la dépense subventionnable doit être présentée hors taxe

² Pour les dépenses de fonctionnement, détailler les dépenses, notamment salaires et charges. Indiquer le cas échéant les modes de calcul (exemple : salaires et charges (x par mois) X (y personnes) X (z mois)

³ Énumérer : ministères, nom des collectivités et établissements publics dont organismes consulaires..., joindre copies des décisions d'aides publiques déjà obtenues (délibérations des collectivités locales,)

L'organisme bénéficie-t-il du Fonds territorial France active : oui / non

Si oui : garantie bancaire : Apport ou crédit : Autre :

Autres fonds financiers solidaires : oui / non

Financement bancaire du projet : oui / non

Si oui, nombre de banques : Montant total du financement obtenu :

Apport en capital-risque : oui / non

Si oui : SIFA : IDES : Autre :

Soutien d'une tête de réseau de l'IAE : régional national aucun

Soutien d'une tête de réseau de l'IAE : régional national aucun

Intervention d'un DLA : oui / non

- Si oui, nom du DLA :
- Nature de l'action réalisée par le DLA :
- Date de démarrage de l'action initiale

ANNEXE 2

PIECES JOINTES

(Indispensables à l'instruction du dossier⁴, Les pièces déjà détenues pas le service instructeur ne sont pas à fournir.)

- 1- Preuve de l'existence légale :
 - a. Extrait Kbis, inscription au registre ou répertoire concerné ;
 - b. Pour les associations : copie de la publication au JO ou du récépissé de déclaration à la préfecture, statuts si subvention supérieure à 23 000 €
- 2- Relevé d'identité bancaire ou postal
- 3- L'indication du régime TVA
- 4- Un calendrier prévisionnel détaillé de réalisation (s'il diffère de celui indiqué dans la demande), **le cas échéant par exercice**
- 5- L'estimation du coût de fonctionnement éventuel annuel de l'équipement après sa mise en service (le cas échéant)
- 6- Pour les subventions supérieures à 23 000 € :
 - a. Dernière liasse fiscale complète.
 - b. Pour les associations, les derniers bilans et comptes de résultats approuvés par l'assemblée et le rapport du commissaire aux comptes s'il y en a un.
- 7- Eléments comptables au 31-12-N-1, pour les subventions inférieures à 23 000 € :
- 8- Un document du demandeur attestant avoir sollicité les aides publiques indiquées au plan de financement ou lettre de l'exécutif de la personne publique indiquant son approbation sur le montant de la subvention, son intention de cofinancer le projet et de soumettre dans un délai précis la demande de cofinancement à son organe délibérant
- 9- Devis, projets de contrats ou tous autres documents, datés et comportant l'indication de l'organisme qui les a établis, permettant d'apprécier le montant de la dépense.
- 10- Pour les travaux immobiliers et acquisitions immobilières :
 - a. Document précisant la situation juridique et le prix des terrains et immeubles et établissements que le demandeur a ou aura la libre disposition de ceux-ci (promesse de vente...).
 - b. Si le projet s'inscrit dans un programme communautaire certification par un expert qualifié indépendant ou un organisme officiel agréé de la valeur et/ou confirmant que le prix d'achat n'est pas supérieur à la valeur marchande.
 - c. - autorisations préalables requises par la réglementation (permis de construire...)
 - d. - plan de masse, plan de situation, plan cadastral
- 11- Crédit-bail : projet de contrat

⁴ Le service instructeur pourra demander des pièces complémentaires qu'il juge nécessaires à l'étude du dossier.